

b) l'organisation explicite et justifie, dans le cadre des choix opérés, sa politique et son approche afin de parvenir, dans la région, à la participation socioculturelle de tous, en s'attachant en particulier aux groupes défavorisés, les résultats qu'elle obtient et la façon dont elle assure le suivi de cette politique et, le cas échéant, procède à un ajustement ;

9° la place des bénévoles au sein de l'organisation socioculturelle pour adultes et la façon dont ils sont associés et soutenus par rapport à la vision et la mission de l'organisation socioculturelle pour adultes :

a) l'organisation indique les rôles et les tâches effectifs des bénévoles au sein de l'organisation ou dans le fonctionnement régional ;

b) l'organisation explicite sa politique de soutien à l'égard des bénévoles et comment elle concrétise l'implication, la consultation et la participation des bénévoles au sein de l'organisation ;

c) l'organisation indique comment elle évalue et ajuste sa politique à l'égard des bénévoles ;

10° une politique administrative, de qualité et financière pluriannuelle intégrée :

a) l'organisation explicite sa politique professionnelle et indique les mesures d'amélioration qu'elle a prises en la matière ;

b) l'organisation explicite sa politique de qualité totale et indique les mesures d'amélioration qu'elle a prises en la matière ;

c) l'organisation est transparente au sujet de sa situation financière, des mesures prises dans le cadre de sa politique financière pluriannuelle et de leurs effets ;

11° l'application des principes de bonne gouvernance :

a) l'organisation indique comment elle organise la transparence et la justification de son administration ;

b) l'organisation explicite, sur la base de sa mission et de ses buts, la composition des organes d'administration et la répartition de leurs rôles et compétences ;

c) l'administration indique la façon dont elle associe des parties prenantes internes et externes aux décisions stratégiques ;

d) l'organisation démontre comment elle applique les principes de bonne gouvernance au sein de l'organisation, les éventuels domaines dans lesquels elle entend continuer à progresser et les initiatives qu'elles a prises à cet effet ;

12° l'articulation entre le volet sur le fond et le volet administratif précités du plan stratégique :

a) l'organisation justifie la façon dont elle a utilisé ses ressources financières, humaines et matérielles pour réaliser les objectifs stratégiques et opérationnels ;

b) l'organisation indique comment elle assure le suivi de l'articulation entre le volet sur le fond et le volet administratif, procède à une évaluation et, éventuellement, à un ajustement.

**Art. 46.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 2017 relatif à l'exécution du décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes est abrogé.

**Art. 47.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2024.

**Art. 48.** Le ministre flamand qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 15 septembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,  
ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,  
J. JAMBON

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43975]

#### 6 JUILLET 2023. — Décret relatif aux conditions préalables à l'emploi dans un dispositif d'accompagnement FLA ou un DASPA

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 35, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, les mots « ou dans les Dispositifs d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou les dispositifs d'accompagnement en Français langue d'apprentissage » sont insérés entre les mots « dispositifs d'intégration et/ou d'aménagements raisonnables » et les mots « , établie par l'employeur ».

CHAPITRE 2 — *Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 2.** Dans l'article 22 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. À partir du 28 août 2023, nul ne peut être désigné ou engagé à titre temporaire dans un emploi exercé dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA, s'il ne peut se prévaloir des compétences particulières visées au paragraphe 3.

À défaut d'avoir pu désigner ou engager à titre temporaire un porteur des compétences particulières visées au paragraphe 3, le pouvoir organisateur désigne ou engage à titre temporaire un porteur de titre requis, suffisant, de pénurie ou d'un autre titre, en respectant la priorisation au primo-recrutement telle que prévue au chapitre IV, section IV du décret du 11 avril 2014 susvisé.

À partir du 28 août 2023, pour l'exercice d'un emploi dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA, nul ne peut se prévaloir d'une priorité qu'il aurait acquise pour une désignation ou un engagement à titre temporaire dans la fonction considérée dans le pouvoir organisateur concerné, en application de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ou du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, s'il ne peut se prévaloir des compétences particulières visées au paragraphe 3.

À partir du 28 août 2023, nul ne peut être nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA, s'il ne peut se prévaloir des compétences particulières visées au paragraphe 3.

Les emplois exercés dans les DASPA ou les dispositifs d'accompagnement FLA ne pourront être déclarés vacants qu'à partir du 28 août 2023 et conformément aux règles propres à chaque statut. ».

**Art. 3.** Dans le Titre III du même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II – De la manière d'acquérir les compétences particulières nécessaires pour exercer dans un DASPA ou dans un dispositif d'accompagnement FLA ».

**Art. 4.** L'article 23 du même décret, tel que modifié par le décret du 17 juin 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Article 23. § 1<sup>er</sup> Un membre du personnel démontre qu'il dispose des compétences particulières visées à l'article 22, § 3, par l'un des moyens suivants :

1° être titulaire d'un diplôme ou certificat acquis dans le cadre de la formation initiale ou continue ;

2° avoir suivi des formations professionnelles continues coordonnées visées au paragraphe 2 ;

3° être titulaire d'une attestation certifiant une expérience dans les dispositifs d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés ou les dispositifs d'accompagnement en Français langue d'apprentissage.

En vertu de l'article 22, § 3, le Gouvernement arrête la liste des diplômes et certificats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la liste des formations professionnelles continues coordonnées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, conformément au paragraphe 2, et les conditions de valorisation de l'expérience acquise dans les dispositifs visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 2. Les formations professionnelles continues coordonnées visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont de huit demi-jours de formation professionnelle continue au moins, répartis de manière égalitaire entre les niveaux inter-réseaux et réseau visés respectivement à l'article 6.1.3-3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Dans le respect de la répartition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel suit les formations professionnelles continues coordonnées parmi la liste des formations visées à l'alinéa 4, dans un délai de maximum six années entre la première et la dernière formation suivie.

Ces formations professionnelles continues coordonnées sont organisées dans le cadre des programmes généraux de formation visés à l'article 6.1.5-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement fixe la liste de ces formations professionnelles continues coordonnées concomitamment à la fixation des programmes généraux de formation, conformément à l'article 6.1.5-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et après avoir reçu les avis du Conseil de la formation professionnelle Continue visé à l'article 6.1.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et l'avis de la Commission de pilotage. La Commission de pilotage remet son avis sur cette liste concomitamment à l'avis remis à propos des programmes généraux de formation en application de l'article 6.1.5-9, alinéa 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

### CHAPITRE 3 — *Dispositions statutaires*

**Art. 5.** Dans l'article 167, § 3, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2021, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial ou dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, » sont insérés entre les mots « dans l'enseignement spécialisé, » et les mots « sauf s'il y bénéficie déjà d'une nomination à titre définitif ».

**Art. 6.** Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage » sont ajoutés après les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « ou dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage » sont ajoutés après les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial ».

**Art. 7.** Dans l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, tel que modifié par le décret du 17 juin 2021, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les obligations de réaffectation et de remise au travail ne peuvent également conduire à l'obligation, ni pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel mis en disponibilité d'accepter, un emploi vacant dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif. ».

**Art. 8.** Dans l'article 8, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, les mots « dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, » sont insérés entre les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial, » et les mots « dans l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 9.** Dans l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même arrêté, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, les mots « dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, » sont insérés entre les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial, » et les mots « dans l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 10.** Dans l'article 12, § 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, tel qu'inséré par le décret du 11 avril 2014 et complété par le décret du 17 juin 2021, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« La réaffectation ne peut conduire à l'obligation, ni pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif. ».

**Art. 11.** Dans l'article 14, § 4, du même arrêté, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle ne peut conduire non plus à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans l'enseignement spécialisé ou dans la structure d'un pôle territorial, dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, dans l'enseignement de promotion sociale ou dans l'enseignement secondaire en alternance. ».

**Art. 12.** Dans l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale subventionné, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2020, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Elles ne peuvent conduire non plus à l'obligation pour un membre du personnel d'accepter un emploi vacant ou non vacant dans l'enseignement spécialisé ou dans la structure d'un pôle territorial ou dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, ou dans l'enseignement secondaire en alternance. ».

**Art. 13.** Dans l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 juin 2021, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle ne peut conduire non plus à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans l'enseignement spécialisé, dans la structure d'un pôle territorial ou dans un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés ou un dispositif d'accompagnement en Français langue d'apprentissage, ou dans l'enseignement secondaire en alternance, dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice. ».

#### CHAPITRE 4 — Dispositions finales

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 23, § 2, alinéa 4, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par l'article 4, la Commission de pilotage remet son avis pour la première fois pour le 7 juillet 2023 au plus tard.

**Art. 15.** L'article 14 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**Art. 16.** Sauf pour la disposition dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 15, le présent décret entre en vigueur le 28 août 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 2023.

Ministre-Président,  
P-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de  
l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATINY

Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 559-1 - Rapport de commission, n° 559-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 559-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 5 juillet 2023.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43975]

#### 6 JULI 2023. — Decreet over de voorwaarden voor de tewerkstelling in een begeleidingsstelsel voor het Frans als Vreemde Taal (FLA) of een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers (DASPA)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK 1** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 35, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de woorden "of in een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers (DASPA) en gelijkgestelden of in een begeleidingsstelsel voor het Frans als Vreemde Taal (FLA)" ingevoegd tussen de woorden "integratie- en/of redelijke aanpassingstelsels" en de woorden ", ingericht door de werkgever".

**HOOFDSTUK 2** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 2.** In artikel 22 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022, wordt paragraaf 4 vervangen door hetgeen volgt:

"§ 4. Met ingang van 28 augustus 2023 kan niemand worden aangesteld of op tijdelijke basis in dienst worden genomen voor een betrekking in de DASPA's of FLA-begeleidingsstelsels, tenzij hij of zij kan aantonen over de in paragraaf 3 bedoelde specifieke vaardigheden te beschikken.

Indien het niet mogelijk is gebleken een houder van de in paragraaf 3 bedoelde specifieke vaardigheden aan te stellen of tijdelijk in dienst te nemen, stelt de inrichtende macht een houder van de vereiste, toereikende, tekort- of andere kwalificatie aan of neemt zij deze tijdelijk in dienst, met inachtneming van de prioriteit bij eerste indienstneming zoals bepaald in hoofdstuk IV, afdeling IV, van bovengenoemd decreet van 11 april 2014.

Met ingang van 28 augustus 2023 mag niemand voor een betrekking in de DASPA's of de FLA-begeleidingsstelsels een voorrangpositie inroepen die hij zou hebben verworven voor een tijdelijke aanstelling of tewerkstelling in het betrokken ambt bij de betrokken inrichtende macht, met toepassing van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, als hij of zij de bijzondere vaardigheden vermeld in de derde paragraaf niet kan bewijzen.

Vanaf 28 augustus 2023 kan niemand worden benoemd of in vast verband worden aangeworven in een definitieve vacante betrekking in de DASPA's of FLA-begeleidingsstelsels, tenzij hij of zij kan aantonen over de specifieke vaardigheden te beschikken waarnaar in paragraaf 3 wordt verwezen.

Betrekkingen in de DASPA's of FLA-begeleidingsstelsels kunnen pas vanaf 28 augustus 2023 vacant worden verklaard overeenkomstig de specifieke regels voor elk statuut".

**Art. 3.** In titel III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen door de volgende tekst

“Hoofdstuk II - Hoe de specifieke vaardigheden verwerven die nodig zijn om in een DASPA of in een FLA-begeleidingsstelsel te werken”.

**Art. 4.** Artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 23. § 1. Het personeelslid toont op een van de volgende manieren aan dat hij over de in artikel 22, § 3 bedoelde bijzondere bekwaamheden beschikt door:

1° houder te zijn van een diploma of getuigschrift verworven via een basisopleiding of een voortgezette opleiding;

2° de gecoördineerde bij- en voortgezette beroepsopleidingscursussen bedoeld in de tweede paragraaf te hebben gevolgd;

3° houder te zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat ze ervaring hebben met het onthaal en de schoolse opvang van nieuwkomers en geassimileerde leerlingen of met de begeleiding van het Frans als onderwijstaal.

Krachtens artikel 22, § 3, stelt de Regering de lijst op van de diploma's en getuigschriften bedoeld in lid 1, 1°, de lijst van de gecoördineerde voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in lid 1, 2°, overeenkomstig paragraaf 2, en de voorwaarden voor de waardering van de ervaring opgedaan in de stelsels bedoeld in lid 1, 3°.

§ 2. De gecoördineerde voortgezette beroepsopleidingen bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°, bestaan uit ten minste acht halve dagen voortgezette beroepsopleidingen, gelijk verdeeld over de respectief in artikel 6.1.3-3, eerste lid, 1° en 2°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bedoelde net- en netoverschrijdend niveaus.

Overeenkomstig de in lid 1 bedoelde verdeling volgt het personeelslid de gecoördineerde voortgezette beroepsopleidingen van de in lid 4 bedoelde lijst van cursussen binnen een periode van maximaal zes jaar tussen de eerste en de laatste cursus die hij heeft gevolgd.

Deze gecoördineerde voortgezette beroepsopleiding wordt georganiseerd als onderdeel van de algemene opleidingsprogramma's waarnaar verwezen wordt in artikel 6.1.5-9 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs.

De regering stelt de lijst van deze gecoördineerde voortgezette beroepsopleidingen op, op hetzelfde ogenblik als de algemene opleidingsprogramma's, overeenkomstig artikel 6.1.5-9 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs en na advies van de Raad voor voortgezette beroepsopleiding bedoeld in artikel 6.1.5-2 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs en het advies van de sturingsgroep. De sturingsgroep brengt haar advies over deze lijst tegelijk uit met haar advies over de algemene vormingsprogramma's in toepassing van artikel 6.1.5-9, derde lid, van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs.”.

#### HOOFDSTUK 3 — Statutaire bepalingen

**Art. 5.** In artikel 167, § 3, laatste lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2021, worden de woorden “of in de structuur van een territoriaal cluster of in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel,” ingevoegd tussen de woorden “in het gespecialiseerd onderwijs,” en de woorden “tenzij hij/zij daar al een vaste benoeming heeft”.

**Art. 6.** Aan artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden na de woorden “of in de structuur van een territoriaal cluster” de woorden “of in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel” toegevoegd;

2° in paragraaf 2, derde lid, worden na de woorden “of in de structuur van een territoriaal cluster” de woorden “of in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel” ingevoegd.

**Art. 7.** In artikel 11, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, gewijzigd bij het besluit van 17 juni 2021, wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“De verplichtingen tot reffectatie en wedertewerkstelling kunnen niet ook leiden tot de verplichting voor de inrichtende macht om een vacante betrekking in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA-begeleidingsstelsel aan het ter beschikking gestelde gezette personeelslid toe te wijzen of hem ertoe verplichten deze te aanvaarden, tenzij het personeelslid daar al een vaste aanwerving heeft.

**Art. 8.** In artikel 8, § 2, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, zoals laatst gewijzigd bij decreet van 17 juni 2021, worden de woorden “in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel,” ingevoegd tussen de woorden “of in de structuur van een territoriaal cluster,” en de woorden “in het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 9.** In artikel 12, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de woorden “in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel,” ingevoegd tussen de woorden “of in de structuur van een territoriaal cluster,” en de woorden “in het onderwijs voor sociale promotie”.

**Art. 10.** In artikel 12, § 6, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, zoals ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014 en aangevuld bij het decreet van 17 juni 2021, wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“De reffectatie mag niet leiden tot een verplichting voor de inrichtende macht om een vacante betrekking in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel toe te wijzen of voor het personeelslid om deze vacante betrekking te aanvaarden, tenzij het personeelslid daar reeds een vaste aanwerving heeft.”.

**Art. 11.** In artikel 14, § 4, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juni 2021, wordt paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Het mag er evenmin toe leiden dat de inrichtende macht verplicht wordt een vacante betrekking toe te wijzen of dat het personeelslid verplicht wordt een vacante betrekking te aanvaarden in het gespecialiseerd onderwijs of in de structuur van een territoriaal cluster, in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel, in het artistiek secundair onderwijs met beperkt leerplan, in het onderwijs voor sociale promotie of in het alternerend secundair onderwijs.”.

**Art. 12.** In artikel 12, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2020, wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Ze mogen evenmin leiden tot een verplichting voor een personeelslid om een vacante of niet-vacante betrekking te aanvaarden in het gespecialiseerd onderwijs of in de structuur van een territoriaal cluster of in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel, of in het alternerend secundair onderwijs”.

**Art. 13.** In artikel 11, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 17 juni 2021, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Het mag er evenmin toe leiden dat de inrichtende macht verplicht is een vacante betrekking in het gespecialiseerd onderwijs, in de structuur van een territoriaal cluster of in een DASPA of een gelijkgestelde structuur of in een FLA- begeleidingsstelsel, of in in het alternerend secundair onderwijs, in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan toe te kennen of te aanvaarden”.

#### HOOFDSTUK 4 — Slotbepalingen

**Art. 14.** In afwijking van artikel 23, § 2, vierde lid, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij artikel 4, brengt de Sturingscommissie uiterlijk op 7 juli 2023 voor het eerst advies uit.

**Art. 15.** Artikel 14 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2023.

**Art. 16.** Met uitzondering van de bepaling waarvan de inwerkingtreding bepaald is door artikel 15, treedt dit decreet in werking op 28 augustus 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 559-1 – Commissieverslag, nr. 559-2 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 559-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 5 juli 2023.